



Les plantes se protègent aussi

Sujet aussi sensible que méconnu, la protection des plantes mérite que l'on s'y penche pour mieux saisir les enjeux.

À l'heure où l'on se badi-geonne les mains avec des désinfectants, où l'on use de nettoyeurs ménagers biocides à tout va, où les images TV nous montraient des pulvérisateurs agricoles mobilisés pour nettoyer les places publiques de certains de nos pays voisins, on se dit que tous les moyens sont bons pour vaincre le coronavirus. C'est vrai.

« Il suffirait que chacun cultive un bout de jardin pour se rendre compte des dégâts que peuvent provoquer maladies et ravageurs »

Mais cette crise et cette lutte de tous les instants devrait permettre au consommateur de mieux comprendre ce contre quoi les agriculteurs doivent se battre la belle saison venue: les maladies et les ravageurs des cultures.

Sécuriser l'approvisionnement

La crise sanitaire du coronavirus montre à quel point l'approvisionnement indigène est essentiel dans de nombreux domaines dont l'alimentation en premier lieu. Maîtriser notre approvisionnement permet ainsi de garantir la traçabilité et le respect des normes de production, qu'elles soient environnementales ou sociales.

Mais comme les humains, les plantes ont aussi leurs maladies. Il suffirait que chacun cultive un bout de jardin pour se rendre compte des dommages que peuvent provoquer maladies et ravageurs. Mildiou, septoriose, méligèthes, oïdium, fusariose, moniliose: ces mots ne vous disent peut-être rien. Et pourtant, ces quelques exemples de maladies phyto-sanitaires sont capables de mettre en péril tout ou partie des récoltes. Intervenir lorsque la maladie ou les ravageurs

des cultures sont omniprésents est souvent déjà bien trop tard. Les lacunes de protection des plantes peuvent coûter cher pour le producteur. Non seulement la marge, déjà faible, peut rapidement se volatiliser mais une forte baisse de rendements ou des déclassements en raison d'une qualité insuffisante, rendant la production impropre à l'alimentation humaine, engendrent des pertes considérables.

Le but d'une lutte intégrée est d'abord de prendre des mesures préventives, de choisir des variétés résistantes, de contribuer au bon fonctionnement des écosystèmes. L'enjeu est d'assurer les rendements, nécessaires à l'approvisionnement indigène, mais également la qualité des produits attendue par les consommateurs que ce soit au niveau de la qualité intrinsèque,

de la conservation ou encore de l'esthétique. Les pesticides – terme souvent utilisé de manière anxiogène – sont alors utilisés de manière ciblée, professionnelle et raisonnée. L'agriculture bio n'échappe d'ailleurs pas non plus aux traitements pour les fruits, les légumes et les pommes

de terre mais ne peut en revanche utiliser des produits de synthèse. L'agriculteur recourt par conséquent aux traitements phytosanitaires, aussi peu que possible mais autant que nécessaire.



■ Sans protection des plantes, la production serait très variable d'une année à l'autre. L'agriculture suisse cherche à réduire le recours aux produits phytosanitaires avec la devise aussi peu que possible, autant que nécessaire. AgriJura

de la conservation ou encore de l'esthétique. Les pesticides – terme souvent utilisé de manière anxiogène – sont alors utilisés de manière ciblée, professionnelle et raisonnée. L'agriculture bio n'échappe d'ailleurs pas non plus aux traitements pour les fruits, les légumes et les pommes

de terre mais ne peut en revanche utiliser des produits de synthèse. L'agriculteur recourt par conséquent aux traitements phytosanitaires, aussi peu que possible mais autant que nécessaire.

de terre mais ne peut en revanche utiliser des produits de synthèse. L'agriculteur recourt par conséquent aux traitements phytosanitaires, aussi peu que possible mais autant que nécessaire.

Michel Darbellay,
directeur d'AgriJura

Pas de solution miracle

Le retrait de l'homologation de certains produits ne fait pas que résoudre des problèmes mais peut en créer de nouveaux.



■ Betteraves ce printemps à Courtedoux: le témoin laissé sans protection montre une culture dévastée par l'altise.

Ainsi, l'enrobage des semences de betteraves avait l'avantage de protéger les pousses des attaques de ravageurs et cela de manière ciblée pour une culture qui ne fleurit pas. Or, cette année, les producteurs constatent d'importants dégâts d'altises, qui les ont obligés à redoubler d'efforts avec d'autres produits. Les exemples de ce genre sont multiples. L'équation phyto-sanitaire relève donc d'un véritable casse-tête et d'un subtil équilibre à trouver entre protection des plantes, sécurité alimentaire et protection des ressources. On remarque que les substances actives utilisables en agriculture biologique tendent à supplanter les autres substances actives. Mais là

aussi, tout n'est pas simple, même avec certaines substances d'origine naturelle. Par exemple, le cuivre ne se dégrade pas et s'accumule dans le sol en pouvant atteindre des teneurs toxiques.

Une chose est sûre: les solutions et initiatives extrêmes ne mènent à rien. Faire croire que l'on peut se passer de protection des plantes revient à plébisciter la dépendance aux importations dont de récentes analyses ont démontré la présence de résidus de pesticides interdits en Suisse. Autant donc maîtriser notre production que se voiler la face en important ce que l'on se refuserait à produire. MD

En 10 ans, l'utilisation d'herbicides réduite d'un tiers

Trop souvent, l'agriculture est injustement pointée du doigt et les efforts ne sont pas suffisamment reconnus. Depuis plus de 20 ans, les pratiques ont fondamentalement changé et veillent toujours plus à la protection des ressources. L'utilisation d'herbicides a par exemple baissé d'un tiers en dix ans et les ventes de glyphosate ont même chuté de 55%. De quoi prouver les efforts entrepris par les exploitations agricoles qui cherchent des alternatives lorsqu'elles le peuvent.

Bien d'autres sources de pollution

Si l'on retrouve encore des résidus dans les eaux, il faut tenir compte de plusieurs éléments et d'abord de l'inertie de la nature. La dégradation de certaines substances, interdites depuis plusieurs années, peine parfois à se faire. Relevons également des capacités d'analyses beaucoup plus pointues, au point de retrouver un carré de sucre dans une piscine olympique.

Il faut également savoir que les substances actives utilisées dans l'agriculture, le sont aussi souvent dans d'autres secteurs comme les produits de protection du bois, les peintures, les espaces verts voire même l'industrie ou les nettoyages.

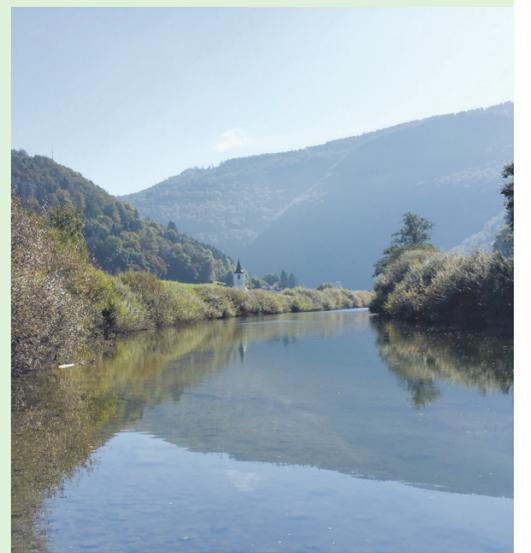
L'agriculture, consciente des efforts encore à fournir

L'agriculture est souvent une cible facile alors que les micropolluants sont présents partout dans nos activités. Comme l'agriculture qui prend ses responsabilités, consciente des efforts encore à fournir pour réduire le recours à ces substances, les autres secteurs et les particuliers devraient en faire autant. Car les stations d'épuration ne retiennent de loin pas toutes les substances qui s'écoulent dans les canalisations et qui dès lors se retrouvent dans les cours d'eau. La responsabilité est donc collective. MD

La qualité des eaux du Doubs qualifiée de bonne

Les prélèvements effectués dans le Doubs entre fin août et début octobre 2019 confirment que la charge des substances est faible et que la qualité des eaux est bonne en ce qui concerne les produits phytosanitaires, comme le confirme l'institut de recherche EAWAG.

Les analyses n'ont montré aucun dépassement des critères de qualité à l'exception des pyrèthrinoides, des substances biocides que l'agriculture du Clos-du-Doubs et des Franches-Montagnes n'utilise quasiment pas... Les recherches devraient dès lors mettre le focus ailleurs que sur l'agriculture. MD



Avec le soutien de

agrisano

Pour l'agriculture!

Toutes les assurances à portée de main.

Paysans
suisses
D'ici, avec passion.

Suisse. Naturellement.